

Chapitre 1

Qu'est-ce que l'écocialisme ?

Croissance exponentielle de la pollution de l'air dans les grandes villes, de l'eau potable et de l'environnement en général ; réchauffement de la planète, fonte des glaces des deux calottes polaires (Groenland et Antarctique) multiplication des cataclysmes « naturels » ; début de destruction de la couche d'ozone dans l'atmosphère terrestre ; destruction, à une vitesse grandissante, des forêts tropicales et réduction rapide de la biodiversité par l'extinction de milliers d'espèces ; épuisement des sols, désertification ; accumulation de déchets, notamment nucléaires, impossibles à gérer que cela soit sur les continents ou dans les océans ; multiplication des incidents nucléaires et menace d'un nouveau Tchernobyl ; pollution de la nourriture par les pesticides et autres substances toxiques, ou par des manipulations génétiques, « vache folle » et autres viandes aux hormones...

Tous les clignotants sont au rouge : il est évident que la course folle au profit, la logique productiviste et mercantile de la civilisation capitaliste/industrielle nous conduisent à un désastre écologique aux conséquences incalculables. Ce n'est pas céder au catastrophisme que de constater que la dynamique de « croissance » infinie induite par l'expansion capitaliste menace d'anéantir les fondements de la vie humaine sur la planète¹.

Les marxistes et l'écologie

Comment réagir à ce danger ? Le socialisme et l'écologie – ou du moins certains de ses courants – ont des objectifs communs, qui impliquent une mise en question de l'autonomisation de l'économie, du règne de la quantification, de la production comme but en soi, de la dictature de l'argent, de la réduction de l'univers social au calcul des marges de rentabilité et aux besoins de l'accumulation du capital. Socialisme et écologie se réclament tous les deux de valeurs qualitatives : la valeur d'usage, la satisfaction des besoins, l'égalité sociale pour les uns, la sauvegarde de la nature, l'équilibre écologique pour les autres. Tous les deux conçoivent l'économie comme « encastrée » dans l'environnement : social pour les uns, naturel pour les autres. La question écologique est, à mon avis, *le grand défi* pour un renouveau de la pensée marxiste au XXI^e siècle. Elle exige des marxistes une profonde révision critique de leur conception traditionnelle des « forces productives », ainsi qu'une rupture radicale avec l'idéologie du progrès linéaire, comme avec le paradigme technologique et économique de la civilisation industrielle moderne. Le philosophe allemand Walter Benjamin fut l'un des premiers marxistes au XX^e siècle à se poser ce type de questions : dès 1928, dans son livre *Sens unique*, il dénonçait l'idée de domination de la nature comme un « enseignement impérialiste » et proposait une nouvelle conception de la technique : non plus maîtrise de la nature par l'homme, mais « maîtrise du rapport entre la nature et l'humanité ». Quelques années plus tard, dans les Thèses sur le concept d'Histoire (*Über den Begriff der*

Geschichte, 1940), il enrichit le matérialisme historique avec les idées de Charles Fourier : ce visionnaire utopique avait rêvé « d'un travail qui, bien loin d'exploiter la nature, [soit] en mesure de faire naître d'elle les créations qui sommeillent en son sein² ».

Aujourd'hui encore, le marxisme est loin d'avoir comblé son retard sur ce terrain. Cependant, plusieurs réflexions sont désormais menées, qui commencent à s'atteler à cette tâche. Une piste féconde a été ouverte par l'écologiste et « marxiste polanyiste » américain James O'Connor : à la première contradiction du capitalisme, examinée par Marx, celle entre forces et rapports de production, il convient d'en ajouter une deuxième, celle entre forces productives et *conditions de production* – les travailleurs, l'espace urbain et la *nature*, développe O'Connor. Par sa dynamique expansionniste, le capital met en danger ou détruit ses propres conditions, à commencer par l'environnement naturel. Une possibilité que Marx n'avait pas prise suffisamment en considération³.

Une autre approche intéressante est celle que suggère un « écomarxiste » italien dans l'un de ses textes récents : « La formule selon laquelle se produit une transformation des forces potentiellement productives en forces effectivement destructrices, surtout par rapport à l'environnement, nous semble plus appropriée et plus significative que le schéma bien connu de la contradiction entre forces productives (dynamiques) et rapports de production (qui les enchaînent). Par ailleurs, cette formule permet de donner un fondement critique et non apologétique au développement économique, technologique, scientifique, et donc d'élaborer un concept de progrès "*différencié*" (E. Bloch)⁴. »

Qu'il soit marxiste ou pas, en Europe, le mouvement ouvrier traditionnel – syndicats, partis sociaux-démocrates et communistes – reste encore profondément marqué par l'idéologie du progrès et par le productivisme : en plusieurs occasions, il lui est arrivé de défendre, sans se poser trop de questions, l'énergie nucléaire ou l'industrie automobile. Certes, il connaît un début de sensibilisation à l'écologisme, ces idées se sont répandues notamment dans les syndicats et les partis de gauche des pays nordiques, en Espagne, en Allemagne, etc.

Les impasses de l'écologisme

La grande contribution de l'écologie a été – et est encore – de nous faire prendre conscience des dangers qui menacent la planète, lesquels sont la conséquence de l'actuel mode de production et de consommation. L'augmentation exponentielle des agressions contre l'environnement et la menace grandissante d'une rupture de l'équilibre écologique déterminent un scénario-catastrophe qui pose la question de la survivance même de l'espèce humaine sur terre. Nous sommes confrontés à une *crise de civilisation* qui exige des changements radicaux.

Malheureusement, les propositions avancées par les courants dominants de l'écologie politique européenne ont été jusqu'à présent très insuffisantes ou aboutissent à des impasses. Leur principale faiblesse réside dans leur ignorance de la connexion entre productivisme et capitalisme. La négation de ce lien consubstantiel conduit à l'illusion d'un « capitalisme propre » ; ou bien à l'idée qu'il est possible et souhaitable de réformer le capitalisme afin d'en contrôler les « excès » (par exemple, il pourrait être corrigé par des écotaxes). Et les courants majoritaires de l'écologie politique tiennent pour similaires les économies bureaucratiques de

commandement et les économies du productivisme occidental : ils renvoient dos à dos capitalisme et « socialisme », qu'ils considèrent comme des variantes du même modèle. Or, cet argument a perdu beaucoup de son intérêt depuis l'écroulement du prétendu « socialisme réel ».

Les écologistes se trompent s'ils pensent pouvoir faire l'économie de la critique marxienne du capitalisme. Une écologie qui ne se rend pas compte du rapport entre « productivisme » et logique du profit est vouée à l'échec – ou pire, à la récupération par le système. Les exemples ne manquent pas... L'absence de position anticapitaliste cohérente a conduit la plupart des partis verts européens – en France, en Allemagne, en Italie, et en Belgique notamment – à devenir de simples partenaires « éco-réformistes » de la gestion sociale-libérale du capitalisme par les gouvernements de centre gauche.

Considérant les travailleurs comme irrémédiablement voués au productivisme, certains écologistes font l'impasse sur le mouvement ouvrier et ont inscrit sur leur drapeau : « Ni gauche, ni droite ». D'ex-marxistes convertis à l'écologie déclarent hâtivement « adieu à la classe ouvrière » (André Gorz), tandis que d'autres (Alain Lipietz) insistent pour que ses partisans quittent le « rouge » – c'est-à-dire le marxisme ou le socialisme – et adhèrent absolument au « vert », nouveau paradigme qui apporterait une réponse à tous les problèmes économiques et sociaux.

Enfin, dans les courants dits fondamentalistes ou de *deep ecology*, on voit s'esquisser, au prétexte de combattre l'*hubris* humaine dévastatrice et l'anthropocentrisme, un refus de l'humanisme qui conduit à des positions relativistes. Celles-ci tendent à mettre toutes les espèces vivantes au même niveau. Faut-il vraiment considérer que le bacille de Koch ou l'anophèle ont le même droit à la vie qu'un enfant malade de tuberculose ou de malaria ?

L'écোসocialisme

Qu'est-ce donc que l'écোসocialisme ? Il s'agit d'un courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du marxisme tout en le débarrassant de ses scories productivistes. Pour les écোসocialistes, la logique du marché et du profit – de même que celle de l'autoritarisme bureaucratique de feu le « socialisme réel » – est incompatible avec les exigences de sauvegarde de l'environnement naturel. Tout en critiquant l'idéologie des courants dominants du mouvement ouvrier, les écোসocialistes savent que les travailleurs et leurs organisations sont une force essentielle pour toute transformation radicale du système, et pour l'établissement d'une nouvelle société, socialiste et écologique.

L'écোসocialisme s'est développé principalement au cours des trente dernières années, grâce aux travaux de penseurs tels que Manuel Sacristán, Raymond Williams, Rudolf Bahro (dans ses premiers écrits) et André Gorz, ainsi que grâce aux précieuses contributions de James O'Connor, Barry Commoner, John Bellamy Foster, Joel Kovel (États-Unis), Juan Martinez-Alier, Francisco Fernandez Buey, Jorge Riechman (Espagne), Jean-Paul Deléage, Jean-Marie Harribey (France), Elmar Altvater, Frieder Otto Wolf (Allemagne), et beaucoup d'autres, qui s'expriment dans un réseau de revues telles que *Capitalism, Nature and Socialism*, *Ecologia Politica*, etc.

Ce courant est loin d'être politiquement homogène, mais la plupart de ses représentants

partagent plusieurs idéaux communs : tous sont en rupture avec l'idéologie productiviste du progrès – dans sa forme capitaliste et/ ou bureaucratique – et opposés à l'expansion infinie d'un mode de production et de consommation destructeur de la nature. Ce courant manifeste une tentative originale d'articuler les idées fondamentales du socialisme marxiste avec les acquis de la critique écologique.

James O'Connor définit comme écosocialistes les théories et les mouvements qui aspirent à subordonner la valeur d'échange à la valeur d'usage, en organisant la production en fonction des besoins sociaux et des exigences de la protection de l'environnement. Leur but commun, un socialisme écologique, se traduirait par une société écologiquement rationnelle fondée sur le contrôle démocratique, l'égalité sociale et la prédominance de la valeur d'usage⁵. J'ajouterai que cette société suppose la propriété collective des moyens de production, une planification démocratique qui permette à la société de définir les buts de la production et les investissements, et une nouvelle structure technologique des forces productives.

Autrement dit, une transformation révolutionnaire au niveau social et économique⁶.

Le raisonnement écosocialiste repose sur deux arguments essentiels :

Premièrement, le mode de production et de consommation actuel des pays capitalistes avancés, fondé sur une logique d'accumulation illimitée (du capital, des profits, des marchandises), de gaspillage des ressources naturelles, de consommation ostentatoire et de destruction accélérée de l'environnement, ne peut aucunement être étendu à l'ensemble de la planète, sous peine de crise écologique majeure. Selon des calculs déjà anciens, si l'on généralisait à l'ensemble de la population mondiale la consommation moyenne d'énergie des États-Unis, les réserves connues de pétrole seraient épuisées en *dix-neuf jours*⁷. Ce système est donc nécessairement fondé sur le maintien et l'aggravation d'inégalités criantes, à commencer par celle entre le Nord et le Sud.

Deuxièmement, en tout état de cause, la continuation du « progrès » capitaliste et l'expansion de la civilisation fondée sur l'économie de marché – même sous cette forme brutalement inégalitaire – menacent directement, à moyen terme (toute prévision serait hasardeuse), la survivance même de l'espèce humaine. La sauvegarde de l'environnement naturel est donc un impératif pour l'homme.

La rationalité bornée du marché capitaliste, avec son calcul immédiatiste des pertes et des profits, est intrinsèquement contradictoire avec une rationalité écologique, qui prend en compte la temporalité longue des cycles naturels. Il ne s'agit pas d'opposer les « mauvais » capitalistes écocides aux « bons » capitalistes verts : c'est le système lui-même, fondé sur l'impitoyable compétition, les exigences de rentabilité, la course au profit rapide, qui est destructeur des équilibres naturels. Le prétendu capitalisme vert n'est qu'une manœuvre publicitaire, une étiquette visant à vendre une marchandise, ou, dans le meilleur des cas, une initiative locale équivalant à une goutte d'eau sur le sol aride du désert capitaliste.

Contre le fétichisme de la marchandise et l'autonomisation de l'économie par le néolibéralisme, l'enjeu auquel est suspendu l'avenir, c'est la mise en œuvre d'une « économie morale », au sens que donnait l'historien britannique Edward P. Thompson à ce terme, c'est-à-dire une politique économique fondée sur des critères non monétaires et extra-économiques : en d'autres termes, la « réintrication » de l'économie dans l'écologique, le social et le politique⁸.

Les réformes partielles sont totalement insuffisantes : il faut remplacer la micro-rationalité du profit par une macro-rationalité sociale et écologique, ce qui exige un véritable *changement de civilisation*⁹. Cela est impossible sans une profonde réorientation *technologique*, visant au remplacement des sources actuelles d'énergie par d'autres, non polluantes et renouvelables, telles que l'énergie éolienne ou solaire¹⁰. La première question qui se pose est donc celle du contrôle des moyens de production, et surtout des décisions d'investissement et de mutation technologique : le pouvoir décisionnaire en ces domaines doit être arraché aux banques et aux entreprises capitalistes pour être restitué à la société qui seule peut prendre en compte l'intérêt général. Certes, le changement radical concerne non seulement la production, mais aussi la *consommation*. Cependant, le problème de la civilisation bourgeoise/industrielle n'est pas – contrairement à ce que prétendent souvent les écologistes – la « consommation excessive » de la population, et la solution n'est pas une « limitation » générale de la consommation, notamment dans les pays capitalistes avancés. C'est le *type de consommation* actuel, fondé sur l'ostentation, le gaspillage, l'aliénation marchande, l'obsession accumulative, qui doit être mis en question.

Une réorganisation d'ensemble du mode de production et de consommation est nécessaire, selon des critères *extérieurs au marché capitaliste* : les besoins réels de la population (« solvables » ou non) et la sauvegarde de l'environnement. En d'autres termes, *une économie de transition au socialisme*, « ré-encadrée » (comme dirait Karl Polanyi) dans l'environnement social et naturel, parce que découlant du choix démocratique, effectué par la population elle-même, des priorités et des investissements – et non par les « lois du marché » ou par un Politburo omniscient. En d'autres termes, une planification démocratique locale, nationale et, tôt ou tard, internationale définissant : 1. quels produits devront être subventionnés ou même distribués gratuitement ; 2. quelles options énergétiques devront être poursuivies, même si elles ne sont pas, dans un premier temps, les plus « rentables » ; 3. comment réorganiser le système des transports, en fonction de critères sociaux et écologiques ; 4. quelles mesures prendre pour réparer, le plus vite possible, les gigantesques dégâts environnementaux laissés « en héritage » par le capitalisme. Et ainsi de suite...

Cette transition conduirait non seulement à un nouveau mode de production et à une société égalitaire et démocratique, mais aussi à un *mode de vie alternatif*, à une *civilisation nouvelle*, écosocialiste, au-delà du règne de l'argent, des habitudes de consommation artificiellement induites par la publicité et de la production à l'infini de marchandises nuisibles à l'environnement (la voiture individuelle !).

Utopie ? Au sens étymologique (« nulle part »), sans doute. Mais si l'on ne croit pas, avec Hegel, que « tout ce qui est réel est rationnel, et tout ce qui est rationnel est réel », comment penser une rationalité substantielle sans faire appel à des utopies ? L'utopie est indispensable au changement social, elle tire sa force des contradictions de la réalité et des mouvements sociaux réels. C'est le cas de l'écosocialisme, qui propose une stratégie d'alliance entre les « rouges » et les « verts », non pas au sens politicien étroit des partis sociaux-démocrates et des partis verts, mais au sens large, c'est-à-dire entre le mouvement ouvrier et le mouvement écologiste – et la solidarité avec les opprimé(e)s et exploité(e)s du Sud.

Cette alliance présuppose que l'écologie renonce à l'idée d'un naturalisme antihumaniste, séductrice pour certains, et abandonne sa prétention à se substituer à la critique de l'économie politique. Cette convergence implique aussi que le marxisme se débarrasse du productivisme,

en remplaçant le schéma mécaniste de l'opposition entre le développement des forces productives et les rapports de production qui l'entravent, par l'idée, bien plus féconde, que les forces potentiellement productives sont effectivement des forces destructrices¹¹.

Développement des forces productives ou subversion de l'appareil de production ?

Un certain marxisme classique, s'appuyant sur quelques passages de Marx et d'Engels, part de la contradiction entre forces et rapports de production pour définir la révolution sociale comme la suppression des rapports de production capitalistes, devenus un obstacle au libre développement des forces productives. Cette conception semble considérer l'appareil productif comme « neutre » ; et une fois libéré des rapports de production imposés par le capitalisme, il pourrait avoir un développement illimité. L'erreur de cette conception théorique n'est plus à prouver.

Il faut rejeter cette perspective. D'un point de vue écosocialiste, on peut réfuter cette conception en s'inspirant des commentaires de Marx sur la Commune de Paris : les travailleurs ne peuvent pas s'emparer de l'appareil d'État capitaliste et le faire fonctionner à leur service. Ils doivent le « briser » et le remplacer par un autre, de nature totalement distincte, une forme non étatique et démocratique de pouvoir politique, écrit-il dans *La Guerre civile en France* (1871).

La même analyse vaut, *mutatis mutandis*, pour l'appareil productif : par sa nature et sa structure, il n'est pas neutre, il est au service de l'accumulation du capital et de l'expansion illimitée du marché. Il est en contradiction avec les exigences de sauvegarde de l'environnement et de santé de la force de travail. Il faut donc le « révolutionnariser » en transformant radicalement sa nature. Cela peut signifier, pour certaines branches de la production – par exemple certaines techniques de pêche intensive et industrielle (responsables de la quasi-extinction de nombreuses espèces marines), les coupes à blanc dans les forêts tropicales, les centrales nucléaires, etc., la liste est très longue – de le « briser ».

C'est l'ensemble du mode de production et de consommation, construit entièrement autour d'une consommation énergétique toujours croissante, de la voiture individuelle et de nombreux autres produits ménagers énergivores – qui doit être transformé, avec la suppression des rapports de production capitalistes et le commencement d'une transition au socialisme. Il va de soi que chaque transformation du système productif ou des transports – remplacement progressif de la route par le train, par exemple – doit se faire avec la garantie du plein emploi de la force de travail.

Quel sera l'avenir des forces productives dans cette transition vers le socialisme – un processus historique qui ne se compte pas en mois ni en années ? Deux écoles s'affrontent au sein de ce qu'on pourrait appeler la gauche écologique. L'école optimiste, selon laquelle, grâce au progrès technologique et aux énergies douces, le développement des forces productives socialistes pourrait satisfaire « chacun selon ses besoins » (reprenant le schéma de l'expansion illimitée), n'intègre pas les limites naturelles de la planète, et finit par reproduire, sous l'étiquette « développement durable », le modèle socialiste ancien. L'école pessimiste, qui part de ces limites naturelles et considère qu'il faut limiter, de façon draconienne, la croissance démographique et le niveau de vie des populations, caresse, parfois, le rêve d'une

« dictature écologique éclairée » : comme il faudrait réduire de moitié la consommation d'énergie, au prix d'un renoncement à notre mode de vie (maison individuelle, chauffage très confortable, etc.), ces mesures, qui seraient fort impopulaires, ne pourraient être imposées que sans l'assentiment de la société.

Il me semble que ces deux écoles partagent une conception purement *quantitative* du développement des forces productives. Il y a une troisième position, qui me paraît plus appropriée, dont l'hypothèse principale est le *changement qualitatif* du développement : mettre fin au monstrueux gaspillage des ressources par le capitalisme, fondé sur la production à grande échelle de produits inutiles ou nuisibles, pour orienter la production vers la satisfaction des besoins authentiques, à commencer par ceux qu'on peut désigner comme « bibliques » : l'eau, la nourriture, le vêtement, le logement.

Comment distinguer les besoins authentiques de ceux artificiels et factices ? Ces derniers sont induits par le système de manipulation mentale qui s'appelle « publicité ». Pièce indispensable au fonctionnement du marché capitaliste, la publicité est vouée à disparaître dans une société de transition vers le socialisme, pour être remplacée par de l'information, fournie par les associations de consommateurs. Le critère pour distinguer un besoin authentique d'un besoin artificiel, c'est sa persistance après la suppression de la publicité...

La voiture individuelle répond à un besoin réel, mais, dans un projet écosocialiste fondé sur l'abondance des transports publics gratuits, celle-ci aura un rôle bien plus réduit que dans la société bourgeoise, où elle est devenue un fétiche marchand, un signe de prestige et le centre de la vie sociale, culturelle, sportive et érotique des individus.

Certes, répondront les pessimistes, mais les individus sont mus par des désirs et des aspirations infinis, qu'il faut contrôler et refouler. Or, l'écosocialisme est fondé sur un pari, qui était déjà celui de Marx : la prédominance, dans une société sans classes, de l'« être » sur l'« avoir », c'est-à-dire la réalisation personnelle dans des activités culturelles, ludiques, érotiques, sportives, artistiques, politiques, plutôt que l'accumulation de biens et de produits.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de conflit entre les exigences de protection de l'environnement et les besoins sociaux, entre les impératifs écologiques et les nécessités du développement, notamment dans les pays pauvres. C'est à la démocratie socialiste, libérée des impératifs du capital et du marché, de résoudre ces contradictions.

Convergences dans le combat

L'utopie révolutionnaire d'un socialisme vert ou d'un « communisme solaire » ne signifie pas que l'on ne doive pas agir dès maintenant. Ne pas avoir d'illusion sur la possibilité d'écologiser le capitalisme ne veut pas dire renoncer à engager le combat pour des réformes immédiates. Par exemple, certaines formes d'écotaxes peuvent être utiles, à condition qu'elles soient portées par une logique sociale égalitaire (faire payer les pollueurs et non les consommateurs), et qu'on se débarrasse du mythe qu'il serait possible de calculer, au prix du marché, le coût des dégâts (externalités) écologiques : ce sont des variables incommensurables du point de vue monétaire. Nous avons désespérément besoin de gagner du temps, de lutter immédiatement pour l'interdiction des gaz fluorés CFC qui détruisent la couche d'ozone, pour un moratoire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), pour des limitations sévères

des émissions de gaz à effet de serre, pour privilégier les transports publics¹² à la voiture individuelle polluante et antisociale.

Le piège qui nous menace sur ce terrain, c'est de voir nos revendications prises formellement en compte, mais vidées de leur contenu. Un cas exemplaire de ce détournement a été donné par le protocole de Kyoto sur le changement climatique, qui prévoyait une réduction minimale de 5 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 pour la période d'engagement 2008-2012 – bien trop peu pour des résultats vraiment probants dans le phénomène de réchauffement climatique de la planète. Les États-Unis, principale puissance responsable des émissions de gaz, avant d'être dépassées en 2009 par la Chine, se refusent toujours obstinément à ratifier le protocole ; quant à l'Europe, le Japon et le Canada, ils l'ont certes ratifié, mais en l'assortissant de clauses, dont le célèbre marché de droits d'émission, ou la reconnaissance des prétendus puits de carbone, dispositions qui réduisent énormément la portée, déjà limitée, du protocole. Plutôt que les intérêts à long terme de l'humanité ont primé ceux, à courte vue, des multinationales du pétrole et du complexe industriel de l'automobile¹³.

Le combat pour des réformes écosociales sera porteur d'une dynamique de changement, de transition entre les demandes minimales et le programme maximal, à la condition que l'on se soustrait aux pressions des intérêts dominants, qui avancent en invoquant les « lois du marché », la « compétitivité » ou la « modernisation ».

Déjà se manifeste un besoin de convergence et d'articulation cohérente des mouvements sociaux et des mouvements écologistes, des syndicats et des défenseurs de l'environnement, des « rouges » et des « verts » : à commencer par la lutte contre le système de la dette et les politiques d'ajustement ultralibérales imposées par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Union européenne aux conséquences sociales et écologiques dramatiques : chômage massif, destruction des services publics, des protections sociales et des cultures vivrières, épuisement des ressources naturelles pour favoriser l'exportation ; et la nécessité de produire localement des biens peu polluants, aux normes contrôlées, et d'assurer la souveraineté alimentaire des populations, contre l'avidité des grandes entreprises capitalistes¹⁴.

Le combat pour une nouvelle civilisation, à la fois plus humaine et plus respectueuse de la nature, passera par une mobilisation de l'ensemble des mouvements sociaux émancipateurs qu'il faut associer. Comme le dit si bien Jorge Riechmann, « ce projet ne peut renoncer à aucune des couleurs de l'arc-en-ciel : ni le rouge du mouvement ouvrier anticapitaliste et égalitaire, ni le violet des luttes pour la libération de la femme, ni le blanc des mouvements non violents pour la paix, ni le noir de l'anti-autoritarisme des libertaires et des anarchistes, et encore moins le vert de la lutte pour une humanité juste et libre sur une planète habitable¹⁵. »

Émergence de la question écosociale au Sud

L'écologie sociale est devenue une force sociale et politique présente dans la plupart des pays européens, mais aussi, dans une certaine mesure, aux États-Unis. Toutefois, rien ne serait plus faux que de considérer que les questions écologiques ne concernent que les pays du Nord, qu'elles seraient un luxe de plus des sociétés riches. Dans les pays du capitalisme périphérique (« Sud ») émergent des mouvements sociaux à dimension écologique qui réagissent à une

aggravation croissante des problèmes écologiques sur leur continent, en Asie, en Afrique ou en Amérique latine : bien souvent, il s'agit là des conséquences d'une politique délibérée d'exportation des productions polluantes ou des déchets des pays impérialistes du Nord. Cette politique est d'ailleurs assortie d'un discours économique la légitimant imbattable : du point de vue de la logique du marché, formulée par Lawrence Summers lui-même, éminent expert, ancien chef économiste de la Banque mondiale et ancien Secrétaire au Trésor américain, les pauvres coûtent moins cher ! Ce qui dit, dans ses propres termes, donne : « Le calcul du coût de la pollution nuisible à la santé dépend de la perte de rendement due à la morbidité et à la mortalité accrues. De ce point de vue, une quantité donnée de pollution nuisible à la santé devrait être réalisée dans le pays aux coûts les plus bas, c'est-à-dire le pays aux salaires les plus bas¹⁶. » Une formulation cynique qui traduit sans faux-semblants la logique du capital globalisé. Au moins sa phrase a-t-elle le mérite de la franchise par rapport à tous les discours lénifiants des institutions financières internationales qui ne cessent d'invoquer le « développement ».

Dans les pays du Sud se sont formés des mouvements que l'économiste barcelonais Joan Martinez-Alier appelle l'« écologie du pauvre », ou encore le néo-narodnisme¹⁷ écologique. Celui-ci désigne par là des mobilisations populaires en défense de l'agriculture paysanne et l'accès communal aux ressources naturelles, menacés de destruction par l'expansion agressive du marché (ou de l'État), ainsi que des luttes contre la dégradation de l'environnement immédiat provoquée par l'échange inégal, l'industrialisation dépendante, les manipulations génétiques et le développement du capitalisme dans les campagnes : l'« agro-busines ». Souvent, ces mouvements ne se définissent pas comme écologistes, mais leur combat n'en a pas moins une dimension écologique déterminante¹⁸. Il va de soi qu'ils ne s'opposent pas aux améliorations apportées par le progrès technologique : au contraire, la demande d'électricité, d'eau courante, les besoins de canalisation et d'égouts, l'implantation de dispensaires médicaux figurent en bonne place dans les plateformes de leurs revendications. Ce qu'ils refusent, c'est la pollution et la destruction de leur milieu naturel au nom des lois du marché et des impératifs de l'expansion capitaliste.

Un texte du dirigeant paysan péruvien Hugo Blanco exprime remarquablement le sens de cette « écologie des pauvres » : « À première vue, les défenseurs de l'environnement ou les conversationnistes paraissent être de gentils types, légèrement fous, dont le principal objectif dans l'existence est d'empêcher la disparition des baleines bleues ou des ours pandas. Le peuple ordinaire a des préoccupations bien plus importantes, par exemple obtenir son pain quotidien. [...] Cependant, il existe au Pérou un grand nombre de gens qui sont des défenseurs de l'environnement. Bien sûr, si on leur dit : “Vous êtes des écologistes”, ils hocheront la tête et répondront probablement “Écologiste ta sœur”... Et pourtant, les habitants de la ville d'Ilo et des villages environnants, en lutte contre la pollution provoquée par la Southern Peru Copper Corporation [exploitation minière de cuivre] ne sont-ils pas des défenseurs de l'environnement ? [...] Et la population de l'Amazonie n'est-elle pas totalement écologiste, prête à mourir pour défendre ses forêts contre la déprédation ? De même, la population pauvre de Lima, lorsqu'elle proteste contre la pollution des eaux¹⁹. »

Au début du ^{xx}^e siècle, l'écologie sociale est devenue l'une des formations les plus importantes du vaste mouvement contre la globalisation capitaliste néolibérale qui s'est

répandue aussi bien au nord qu'au sud de la planète. La présence massive des écologistes a été l'une des caractéristiques frappantes de la grande manifestation de Seattle contre l'Organisation mondiale du commerce en 1999, qui a lancé le mouvement international de contestation. Lors du premier Forum social mondial à Porto Alegre en 2001, un des actes symboliques forts fut l'opération d'arrachage d'une plantation de maïs transgénique de la multinationale Monsanto menée par des militants du Mouvement des paysans sans terre brésilien (MST) et par la Confédération paysanne française de José Bové. Le combat contre la multiplication incontrôlée des OGM mobilise au Brésil, en Inde, en France et dans d'autres pays, non seulement le mouvement écologique, mais aussi le mouvement paysan, et une partie de la gauche, avec la sympathie de l'opinion publique, inquiète des conséquences imprévisibles des manipulations transgéniques sur la santé publique et l'environnement naturel.

Lutte contre la marchandisation du monde et défense de l'environnement, résistance à la dictature des multinationales et combat pour l'écologie sont intimement liés dans la réflexion et la pratique du mouvement mondial contre la mondialisation capitaliste/libérale.

1- Voir à ce sujet l'excellent ouvrage de Joel Kovel, *The Enemy of Nature. The end of capitalism or the end of the world ?*, New York, Zed Books, 2002.

2- Walter Benjamin, *Sens unique (Einbahnstraße, 1928)* Paris, Lettres Nouvelles-Maurice Nadeau, 1978, p. 243 ; et « Thèses sur la philosophie de l'histoire », in *L'Homme, le Langage et la Culture*, Paris, Denoël, 1971, p. 190. On peut aussi mentionner le théoricien socialiste autrichien Julius Dickmann, auteur d'un essai pionnier publié en 1933 dans la revue française *La Critique sociale* : selon lui, le socialisme serait le résultat non pas d'un « essor impétueux des forces productives », mais plutôt une nécessité imposée par le « rétrécissement du réservoir de ressources naturelles » dilapidées par le capital. Le développement « irréfléchi » des forces productives par le capitalisme mine les conditions mêmes d'existence du genre humain. (« La véritable limite de la production capitaliste », *La Critique sociale*, n° 9, septembre 1933).

3- James O'Connor, « La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences », in « L'écologie, ce matérialisme historique », *Actuel Marx* n° 12, Paris, 1992, pp. 30 et 36.

4- Tiziano Bagarolo, « Encore sur marxisme et écologie », *Quatrième Internationale*, n° 44, mai-juillet 1992, p. 25.

5- James O'Connor, *Natural Causes. Essays in Ecological Marxism*, New York, The Guilford Press, 1998, pp. 278, 331.

6- John Bellamy Foster emploie le concept de « révolution écologique », mais il explique : « Une révolution écologique à l'échelle planétaire digne de ce nom ne peut avoir lieu que dans le cadre d'une révolution sociale – et je réitère, socialiste – plus large. Une telle révolution [...] nécessiterait, comme Marx le soulignait, que l'association des producteurs puisse réguler rationnellement la relation métabolique entre l'homme et la nature [...]. Elle doit être inspirée des idées de William Morris, un des plus original et écologiste héritiers de Karl Marx, de Gandhi et d'autres figures radicales, révolutionnaires et matérialistes, dont Marx lui-même, en allant jusqu'à Épicure » (John B. Foster, « Organizing Ecological Revolution », *Monthly Review*, vol. 57, n° 5, 2005, pp. 9-10).

7- María Mies, « Liberación del consumo o politización de la vida cotidiana », *Mientras Tanto*, n° 48, Barcelone, 1992, p. 73.

8- Voir Daniel Bensaïd, *Marx l'intempêtif*, Paris, Fayard, 1995, pp. 385-386, 396 et Jorge Riechman, *Problemas con los frenos de emergencia ?*, Madrid, Editorial Revolucion, 1991, p. 15.

9- Voir à ce sujet le remarquable essai de Jorge Riechman, « El socialismo puede llegar solo en bicicleta », in *Papeles de la Fondation de Investigaciones Marxistas*, n° 6, Madrid, 1996.

10- Certains marxistes rêvent déjà d'un « communisme solaire » : voir David Schwartzman, « Solar Communism », *Science and Society*, numéro spécial « Marxism and Ecology », vol. 60, n° 3, automne 1996.

11- Daniel Bensaïd, *Marx l'intempêtif, op. cit.*, pp. 391, 396.

12- Jorge Riechmann, « Necesitamos una reforma fiscal guiada por criterios igualitarios y ecológicos », in *De la economía a la ecología*, Madrid, Editorial Trotta, 1995, pp. 82-85.

13- Voir l'analyse éclairante de John Bellamy Foster, « Ecology against Capitalism », *Monthly Review*, vol. 53, n° 5, octobre 2001, pp. 12-14.

- [14](#)- Voir Pierre Rousset, « Convergence de combats. L'écologique et le social », *Rouge*, 16 mai 1996, pp. 8-9.
- [15](#)- Jerge Riechmann, « El socialismo puede llegar solo en bicicleta », *op. cit.*, p. 57.
- [16](#)- « Let them eat pollution », *The Economist*, 8 février 1992.
- [17](#)- Allusion à l'organisation russe anti-tsariste qui avait pris le nom de « Narodnaïa volia » (littéralement, la volonté du peuple) ; proche du révolutionnaire Netchaïev qui prône le terrorisme, elle n'existe que deux années, de 1879 à 1881.
- [18](#)- Joan Martinez-Alier, « Political Ecology, Distributional Conflicts, and Economic Incommensurability », *New Left Review*, n° 211, mai-juin 1995, pp. 83-84.
- [19](#)- Article dans le quotidien *La Republica*, Lima, 6 avril 1991 (cité par Joan Martinez-Alier, « Political Ecology, Distributional Conflicts, and Economic Incommensurability », *op. cit.*, p. 74).

Chapitre 2

Écosocialisme et planification démocratique

« S’il est impossible d’appliquer des réformes au capitalisme afin de mettre les bénéfices au service de la survie humaine, quelle alternative existe-t-il, si ce n’est d’opter pour un genre d’économie planifiée au niveau national et international ? Des problèmes tels que le changement climatique nécessitent la “main visible” de la planification directe [...]. Au sein du capitalisme, nos dirigeants corporatistes ne peuvent absolument pas s’empêcher de prendre systématiquement des décisions sur l’environnement et l’économie qui sont erronées, irrationnelles et, en fin de compte, suicidaires au niveau mondial, étant donné la technologie qu’ils ont à leur disposition. Alors, quel autre choix avons-nous si ce n’est d’envisager une véritable alternative écosocialiste ?¹ »

Richard SMITH

L’écosocialisme a pour objet de fournir une alternative de civilisation radicale à ce que Marx appelait le « *progrès destructif* » du capitalisme². Il propose une politique économique qui satisfasse les besoins sociaux et maintienne l’équilibre écologique ; celle-ci doit donc être fondée sur des critères non monétaires et extra-économiques. Les principes fondateurs de l’écosocialisme trouvent leur origine dans le mouvement écologique, ainsi que dans la critique marxiste de l’économie politique. Cette synthèse dialectique – envisagée par un large spectre d’auteurs, d’André Gorz à Elmar Altvater, de James O’Connor, à Joel Kovel et John Bellamy Foster – est à la fois une critique de l’« écologie de marché », qui s’adapte au système capitaliste, et du « socialisme productiviste », qui reste indifférent à la question des limites de la nature.

Selon les écosocialistes, les écologistes politiques ne semblent pas prendre en considération la contradiction intrinsèque qui existe entre la dynamique capitaliste, fondée sur l’expansion illimitée du capital et l’accumulation des profits, et la préservation de l’environnement. Ils font certes une critique du productivisme souvent pertinente, mais qui ne mène pas pour autant plus loin que les réformes « écologiques », dérivées de l’« économie de marché ».

Au ^{xx}e siècle, la social-démocratie et le mouvement communiste d’inspiration soviétique ont accepté le modèle de production existant : pour la première, une version réformée – tout au mieux keynésienne – du système capitaliste, pour le deuxième, une forme de productivisme autoritaire et collectiviste – ou capitalisme d’État. Dans les deux cas, les enjeux environnementaux étaient négligés, ou du moins marginalisés.

Karl Marx et Friedrich Engels eux-mêmes avaient conscience des conséquences destructrices du mode de production capitaliste sur l’environnement. Plusieurs extraits du *Capital*, ainsi que d’autres écrits, nous l’indiquent³. De plus, ils estimaient que le but du socialisme n’était pas de produire de plus en plus de biens, mais de donner aux êtres humains

du temps libre pour qu'ils puissent développer pleinement leur potentiel. À ce niveau, ils partagent peu l'idée du « productivisme », telle définie par une expansion illimitée de la production comme but en soi.

Cependant, dans plusieurs de leurs textes, il est suggéré que la transformation socialiste ne concerne que les relations capitalistes de la production, lesquelles seraient un obstacle (le terme employé le plus souvent est celui de « chaînes ») au libre développement des forces productives. Socialisme voudrait donc surtout dire appropriation sociale de ces capacités productives en les mettant au service des travailleurs. Voici, par exemple, un passage de l'*Anti-Dühring* de Friedrich Engels, texte « canonique » s'il en est pour nombre de générations marxistes : sous le régime socialiste « la société prend possession ouvertement et sans détours des forces productives qui sont devenues trop grandes » dans le système existant⁴.

Le cas de l'Union soviétique illustre les problèmes qui découlent d'une appropriation collectiviste de l'appareil productif capitaliste. La thèse de la socialisation des forces productives existantes a prédominé dès l'instauration du régime en 1917. À la suite de la révolution d'Octobre, très rapidement, le processus de bureaucratisation stalinien a mis au point et appliqué des méthodes productivistes, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie ; lorsque la paysannerie résistait, la politique du régime était imposée par des moyens totalitaires quitte à éliminer les réfractaires ou supposés tels. Dans les années 1960, les autorités soviétiques intensifient la culture du coton en Asie centrale, alimentée par l'eau de la mer d'Aral : dès 1918, elles avaient planifié d'assécher cette mer pour produire du riz et du coton. La catastrophe de Tchernobyl en 1986 est l'exemple extrême des conséquences désastreuses de l'imitation des technologies occidentales de production. Si le changement des formes de propriété n'est pas suivi d'une gestion démocratique et d'une réorganisation écologique du système de production, c'est l'impasse.

Dans les écrits de quelques dissidents marxistes des années 1930, tels que Walter Benjamin, point déjà une critique de l'idéologie productiviste du « progrès », ainsi que de l'idée d'une exploitation « socialiste » de la nature. Toutefois, c'est surtout au cours des dernières décennies du xx^e siècle que l'écosocialisme proprement dit a mis à mal la thèse de la neutralité des forces productives.

Le système productif doit être transformé dans son ensemble. Le contrôle public des moyens de production et une planification démocratique qui prenne en compte la préservation des équilibres écologiques sont indispensables. Ils constituent deux piliers de l'écosocialisme : conformément à ces principes, l'investissement résultera de décisions d'ordre public tout comme le changement technologique ; ces deux domaines de compétence seront enlevés aux banques et aux entreprises capitalistes, si l'on veut qu'ils servent le bien commun de la société.

Pourtant, il ne suffit pas de remettre cette compétence entre les mains des travailleurs, c'est-à-dire la stricte catégorie des « actifs ». Dans *Le Capital*, livre III, Marx définit le socialisme comme une société dans laquelle « les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges (*Stoffwechsel*) avec la nature ». Dans le livre premier, il élargit cependant son approche : le socialisme est conçu comme « une association d'êtres humains (*Menschen*) libres qui travaillent avec des moyens communs (*gemeinschaftlichen*) de production⁵ ». Cette conception est beaucoup plus appropriée : elle englobe « producteurs », et consommateurs, population productive et « non productive », les étudiants, la jeunesse, les femmes (et

hommes) au foyer, les retraités, etc.

Dans ce sens, l'ensemble de la société sera libre de choisir démocratiquement les lignes productives à privilégier et le niveau des ressources qui devront être investies dans l'éducation, la santé ou la culture⁶. Le prix des biens eux-mêmes ne serait plus fixé selon les lois de l'offre et de la demande, mais déterminé selon des critères sociaux, politiques et écologiques. Au début, seuls les impôts sur certains produits et des subventions pour d'autres seraient appliqués, mais, idéalement, de plus en plus de produits et de services seraient distribués gratuitement selon la volonté des citoyens.

Loin d'être « despotique » en soi, la planification démocratique est l'exercice de la liberté de décision que se donne l'ensemble de la société. Un exercice nécessaire pour se libérer des « lois économiques » et des « cages de fer » aliénantes que sont les structures capitalistes et bureaucratiques. La planification démocratique associée à la réduction du temps de travail serait un progrès considérable de l'humanité vers ce que Marx appelait « le royaume de la liberté » : l'augmentation du temps libre est en fait une condition de la participation des travailleurs à la discussion démocratique et à la gestion de l'économie comme de la société.

Les partisans du marché intégral et du libre-échange justifient leur opposition catégorique à toute forme d'économie organisée par l'échec de la planification soviétique. On sait, sans engager une discussion sur les réussites et les échecs de l'exemple soviétique, qu'il s'agissait de toute évidence d'une forme de « dictature sur les besoins », pour citer l'expression employée par György Márkus et ses collègues de l'École de Budapest : un système non démocratique et autoritaire qui donnait le monopole des décisions à une oligarchie restreinte de techno-bureaucrates. Ce n'est pas la planification qui a mené à la dictature. Ce sont la limitation croissante de la démocratie au sein de l'État soviétique et l'instauration d'un pouvoir bureaucratique totalitaire après la mort de Lénine qui ont donné lieu à un système de planification de plus en plus autoritaire et non démocratique. S'il est vrai que le socialisme est défini comme le contrôle des processus de production par les travailleurs et par la population en général, alors l'Union soviétique sous Staline puis sous ses successeurs fut très loin de correspondre à cette définition.

L'échec de l'URSS illustre les limites et les contradictions d'une planification bureaucratique, dont l'inefficacité et le caractère arbitraire ont précipité la chute du régime : il ne peut pas servir d'argument contre l'application d'une planification réellement démocratique⁷. La conception socialiste de la planification n'est rien d'autre que la démocratisation radicale de l'économie : s'il est certain que les décisions politiques ne doivent pas revenir à une petite élite de dirigeants, pourquoi ne pas appliquer le même principe aux décisions d'ordre économique ? *A fortiori*, lorsque la chose économique est la matière politique par excellence. La question de l'équilibre entre les mécanismes du marché et ceux de la planification est sans doute un enjeu complexe. Pendant les premières phases de la société de transition à venir, les marchés occuperont certainement encore une place importante, mais leur domaine sera encadré et restreint à mesure que la transition vers le socialisme progressera⁸.

Engels insistait sur le fait qu'une société socialiste « aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles de divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport

aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan [...]9 ». Dans le système capitaliste, la valeur d'usage n'est qu'un moyen – et souvent une astuce – subordonné à la valeur d'échange et à la rentabilité : cela explique en fait pourquoi il y a tant de produits dans notre société sans aucune utilité. Dans une économie socialiste planifiée, la production des biens et des services ne répond qu'au seul critère de la valeur d'usage, ce qui entraîne des conséquences au niveau économique, social et écologique dont l'ampleur serait spectaculaire. Le principal levier de transformation, c'est la valeur d'usage : « Le renforcement de la valeur d'usage et les restructurations subséquentes des besoins deviennent le paramètre social de la technologie, au lieu de la transformation du temps en plus-value et en argent10 », écrit Joel Kovel.

Entendons-nous bien. Le genre de système de planification démocratique envisagé ici concerne les principes qui vaudront dans les choix économiques ; et il ne s'agit pas de planifier l'administration des restaurants, des épiceries, des boulangeries, des petits magasins, des entreprises artisanales ni même des services. Il est important de souligner que la planification n'est pas en contradiction avec l'autogestion des travailleurs dans leurs unités de production. Alors que la décision de transformer, par exemple, une usine de voitures en unité de production de bus ou de tramways reviendrait à l'ensemble de la société, l'organisation et le fonctionnement internes de l'usine seraient gérés démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes. On a débattu longuement sur le caractère « centralisé » ou « décentralisé » de la planification, mais l'important reste le contrôle démocratique du plan à tous les niveaux, local, régional, national, continental – et, espérons-le, planétaire – puisque les thèmes de l'écologie tels que le réchauffement climatique sont mondiaux et ne peuvent être traités qu'à cette échelle. Cette proposition pourrait être appelée « planification démocratique globale ». Même à un tel niveau, il s'agirait d'une planification – qui s'oppose à ce qui est souvent décrit comme une « planification centrale » – car les décisions économiques et, sociales ne seraient pas prises par un « centre » quelconque, mais déterminées démocratiquement par les populations concernées.

Bien entendu, dans le cadre d'un système de planification démocratique ne manqueront pas de soulever tensions et contradictions entre les établissements autogérés et les administrations démocratiques locales et d'autres groupes sociaux plus larges. Les négociations amèneront à la résolution de conflits ; en dernier ressort, il reviendra aux groupes concernés les plus larges, et seulement s'ils sont majoritaires, d'exercer leur droit à imposer leurs opinions. Prenons un exemple : une usine autogérée décide de décharger ses déchets toxiques dans un fleuve. La population de toute une région est menacée par cette pollution. Elle peut à ce moment-là, suite à un débat démocratique, décider que la production de cette unité doit être arrêtée jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée. Idéalement, dans une société écosocialiste, les travailleurs de l'usine eux-mêmes auront une conscience écologique suffisante et éviteront de prendre des décisions dangereuses pour l'environnement et pour la santé de la population locale. Néanmoins, le fait d'introduire des moyens garantissant le pouvoir de décision à la population pour défendre l'intérêt général, comme dans l'exemple précédent, ne signifie pas que les questions concernant la gestion interne ne soient pas à soumettre aux citoyens au niveau de l'usine, de l'école, du quartier, de l'hôpital ou du village.

La planification socialiste doit être fondée sur un débat démocratique et pluraliste, à chaque niveau de décision. Issus de partis ou de plateformes politiques, les délégués des organismes

de planification sont élus et les diverses propositions sont présentées à tous ceux qu'elles concernent. Autrement dit, la démocratie représentative doit être enrichie – et améliorée – par la démocratie directe, qui permet aux gens de choisir directement – au niveau local, national et, en dernier lieu, international – entre différentes propositions. Il pourrait être débattu de la gratuité du transport public, d'un impôt spécial payé par les propriétaires de voiture pour subventionner le transport public, du subventionnement de l'énergie solaire, de la réduction du temps de travail (à 30, 25 heures hebdomadaires ou moins), même si cela entraîne une réduction de la production. Le caractère démocratique de la planification ne la rend pas incompatible avec la participation des experts, dont le rôle n'est pas de décider, mais de contribuer aux débats et à l'information publics en appatant leur position – souvent différente, voire opposée. Ernest Mandel résumait ainsi la démocratie qui planifie : « Les gouvernements, les partis politiques, les conseils de planification, les scientifiques, les technocrates ou les individus peuvent faire des propositions, présenter des initiatives et essayer d'influencer les gens... Cependant, dans un système multipartite, de telles propositions ne seront jamais unanimes : les gens feront leur choix entre plusieurs options cohérentes. Ainsi, le droit et le pouvoir effectif de prendre les décisions devraient être aux mains de la majorité des producteurs-consommateurs-citoyens et de personne d'autre. Y a-t-il quelque chose de paternaliste ou de despotique dans cette posture ?[11](#) »

Une objection mérite cependant d'être levée : quelle garantie a-t-on que les gens feront les bons choix, ceux qui protègent l'environnement, même si le prix à payer est lourd ? Car le prix sera le changement d'une partie de leurs habitudes de consommation.

Une telle « garantie » n'existe pas. On ne peut se fier qu'à la rationalité des décisions démocratiques. Il est certain que le peuple fera parfois des erreurs et de mauvais choix, mais les experts ne font-ils pas eux-mêmes des erreurs ? Mandel a observé : « Nous ne pensons pas que “la majorité ait toujours raison” [...]. Tout le monde fait des erreurs. Cela est vrai pour la majorité des citoyens, pour la majorité des producteurs et pour la majorité des consommateurs, tous confondus. Cependant, il y aura une différence essentielle entre eux et leurs prédécesseurs. Dans tout système où le pouvoir est inégal [...], ceux qui prennent les mauvaises décisions sur l'attribution des ressources sont rarement ceux qui paient les conséquences de leurs erreurs [...]. Compte tenu du fait qu'il existe une réelle démocratie politique, des choix culturels réels et de l'information, il est difficile de croire que la majorité préférerait voir ses bois disparaître [...] ou ses hôpitaux en sous-effectif plutôt que de corriger les erreurs d'attribution[12](#). » Il est donc raisonnable d'estimer que les erreurs graves – y compris les décisions incompatibles avec les besoins en matière d'environnement – seront corrigées. En tout cas, l'on peut se demander si le processus démocratique, avec toutes ses limites... ne serait pas moins dangereux que l'alternative – le marché impitoyable ou une dictature écologiste des « experts[13](#) » qui se profile si les peuples laissent faire.

Certes, pour que la planification fonctionne, il faut des corps exécutifs et techniques qui puissent mettre en œuvre les décisions, mais leur autorité serait limitée par le contrôle permanent et démocratique exercé par les niveaux inférieurs, là où l'autogestion des travailleurs a lieu dans le processus d'administration démocratique. On ne peut toutefois pas s'attendre à ce que la majorité de la population emploie l'intégralité de son temps libre à l'autogestion ou à des réunions participatives. Comme Ernest Mandel l'a remarqué « l'autogestion n'a pas pour effet la suppression de la délégation, mais elle est une

combinaison entre la prise des décisions par les citoyens et un contrôle plus strict des délégués par leurs électeurs respectifs¹⁴. »

Au début des années 2000, le publiciste américain Michael Albert a défini et décrit l'économie qui serait la « vie après le capitalisme » : il l'a appelée « participatory economics » ou *parecon*, l'« économie participaliste ». Celle-ci a été l'objet de débats au sein du mouvement altermondialiste et de Global Justice Movement (le Mouvement pour la justice globale). Cette conception d'une économie postcapitaliste montre de sérieuses limitations, comme l'ignorance de l'écologie ; elle oppose « *parecon* » et « socialisme », qu'elle réduit au modèle bureaucratique et centraliste de l'Union soviétique. Le « *parecon* » a quelques caractéristiques communes avec le genre de planification écosocialiste que nous formulons : refus du marché capitaliste et de la planification bureaucratique anti-autoritarisme et confiance accordée à l'auto-organisation des travailleurs. Le modèle de planification participative d'Albert repose sur une construction institutionnelle complexe. Celle-ci est faite du dialogue, de la concertation permanente des différents acteurs sociaux : « Les travailleurs et les consommateurs déterminent en commun la production en évaluant de façon approfondie toutes les conséquences. Les instances d'assistance décisionnelle annoncent ensuite les indices des prix pour tous les produits, les facteurs de production, dont la main-d'œuvre et le capital fixe. Ces indices sont calculés en fonction de l'année précédente et des changements survenus. Les consommateurs (individus, conseils, fédération de conseils) répondent par des propositions en utilisant ces prix comme une évaluation réaliste de l'ensemble des ressources, du matériel, de la main-d'œuvre, des effets indésirables (tels que la pollution) et des avantages sociaux inhérents à chaque bien ou service. Simultanément, les travailleurs individuels, ainsi que leurs conseils et fédérations, font leurs propres propositions, en annonçant ce qu'ils prévoient de produire et les facteurs de production nécessaires, en se basant eux aussi sur les prix comme estimation de la valeur sociale de la production et des coûts qu'elle implique. Sur la base de propositions rendues publiques par les travailleurs et les consommateurs, les conseils décisionnels peuvent calculer les excès d'offre ou de demande pour chaque produit et réviser l'indice des prix selon une méthode qui fait l'objet d'un accord social. Les conseils révisent alors à leur tour leurs propositions [...]. Dans la mesure où aucun acteur n'a pas plus d'influence qu'un autre dans le processus de planification, où chacun évalue les coûts et les bénéfices sociaux avec un poids qui correspond à son degré d'implication dans la production et la consommation, ce processus génère simultanément équité, efficacité et autogestion¹⁵. »

Le principal problème de cette conception – qui, n'est en rien « très simple », contrairement à ce qu'affirme Michel Albert, mais extrêmement élaborée et parfois assez obscure – est qu'elle semble réduire la « planification » à une sorte de négociation entre producteurs et consommateurs sur les prix, les ressources, les produits finis, l'offre et la demande. Concrètement, pour la branche de l'industrie de l'automobile, cela se traduirait par une réunion du conseil de ses travailleurs avec le conseil de consommateurs pour discuter des prix et adapter l'offre à la demande. Ce qui est omis ici, c'est justement l'objet principal de la planification écosocialiste, sa raison d'être : la réorganisation du système de transport, dont l'objectif est de réduire radicalement la place de la voiture personnelle. Le *parecon* privilégie la concertation, secteur économique par secteur, quand l'écosocialisme les remanie dans leur structure à l'instar de plusieurs industries – nucléaire par exemple – ; ou bien cherche à en créer de nouveau, par l'investissement massif, comme l'énergie solaire. Comment toute la

production industrielle pourrait-elle être gérée par des « négociations coopératives » entre les unités de production existantes et les conseils de consommateurs, uniquement en encadrant ses « ressources » et ses « prix indicatifs » ?

Le modèle d'Albert conserve de fait les structures technologiques et productives actuelles ; il est trop « économiste » pour prendre en compte les intérêts sociopolitiques et socioécologiques de la population – les intérêts des individus en tant qu'êtres humains et citoyens, vivant dans un environnement naturel menacé, lesquels ne peuvent pas se réduire à leurs intérêts économiques en tant que producteurs et consommateurs. Dans sa conception, non seulement l'État en tant qu'institution est mis à l'écart – ce qui est un choix respectable –, mais la *politique* est aussi écartée, en tant que confrontation de différents choix, qu'ils soient d'ordre économique, social, politique, écologique, culturel ou civilisationnel, au niveau local, national et international.

Ce point est très important parce que le passage du « progrès destructif » du système capitaliste au « socialisme » (ou planification démocratique) est un processus historique, une transformation révolutionnaire et constante de la société, de la culture et des mentalités – et la *politique* au sens large, telle qu'elle a été définie ci-dessus, est indéniablement au cœur de ce processus. Une telle évolution ne peut naître sans un changement révolutionnaire des structures sociales et politiques et sans le soutien actif d'une large majorité de la population au programme écosocialiste. Cette transition débouchera non seulement sur un nouveau mode de production et une société démocratique et égalitaire, mais aussi sur un *mode de vie* autre : elle aboutirait à une véritable *civilisation* écosocialiste au-delà de l'empire de l'argent, avec ses habitudes de consommation artificiellement induites par la publicité et sa production illimitée de biens inutiles et/ ou nuisibles à l'environnement.

Loin de la conception purement *quantitative* de la « croissance » – positive ou négative –, la planification écosocialiste se donnera pour critère de développement le *qualitatif*. Son objectif premier est de mettre un terme au gaspillage monstrueux des ressources provoqué par le capitalisme. La planification exclura de la production à grande échelle tous les produits inutiles et/ou nuisibles, ainsi que tous ces « produits » fabriqués dans le système capitaliste avec une obsolescence programmée¹⁶, qui n'ont d'autre utilité que de faire du chiffre d'affaires et de pomper du profit pour les grandes entreprises. La planification ne s'intéressera donc pas uniquement à la « consommation excessive », dans l'abstrait, mais plutôt au type de consommation.

La planification démocratique devra se saisir en priorité de la question alimentaire – si cruciale au Nord comme au Sud –, et de l'agriculture biologique paysanne organisée par unités familiales, coopératives ou fermes collectives, afin d'en finir avec les méthodes destructrices et antisociales de l'industrie de l'agro-business ; elle devra décider de la production de l'industrie chimique. Il n'y aurait nullement la nécessité – comme semblent le croire certains écologistes puritains et ascétiques – de réduire, en termes absolus, le niveau de vie des populations européennes ou nord-américaines. Il faudrait simplement que celles-ci se débarrassent des produits inutiles et dangereux, ceux qui ne satisfont aucun besoin réel et dont la consommation obsessive est soutenue par le système capitaliste.

Autre priorité, les ressources énergétiques renouvelables : l'eau, le vent et le soleil. La question de l'énergie est capitale car l'énergie fossile est responsable de la majeure partie de la

pollution de la planète et qu'elle s'épuise. L'énergie nucléaire est une fausse alternative, non seulement en raison du risque de nouveaux Tchernobyl, mais aussi parce que personne ne sait quoi faire des milliers des tonnes de déchets radioactifs – lesquels restent toxiques pendant des centaines, des milliers d'années. Que deviendront les centrales à l'arrêt, polluées et devenues inutiles ? Négligée depuis toujours par les sociétés capitalistes (pour son manque de « rentabilité » ou de « compétitivité »), l'énergie solaire doit, dans la planification démocratique, devenir l'objet de recherches et de développement poussés. Elle doit jouer un rôle central dans la construction d'un système énergétique alternatif.

Dans le domaine du transport, la voiture individuelle soulève des problèmes complexes. Les véhicules individuels sont une nuisance publique. À l'échelle planétaire, ils tuent ou mutilent des centaines de milliers de personnes chaque année. Ils polluent l'air des grandes villes – avec des conséquences néfastes sur la santé des enfants et des personnes âgées – et contribuent considérablement au changement climatique. Mais force est de constater que la voiture satisfait des besoins bien réels dans les conditions actuelles du capitalisme. Dans les grandes villes européennes, où les autorités se sont préoccupées de l'environnement, des expériences locales – approuvées par la majorité de la population – montrent qu'il est possible de limiter progressivement la place de la voiture particulière pour privilégier le bus et le tramway. La planification démocratique pourrait se saisir de la question du maillage du territoire par les transports ferroviaires, aussi bien pour les voyageurs que pour le fret.

Dans cette perspective, il sera beaucoup plus facile de réduire drastiquement le transport routier de marchandises – responsable d'accidents tragiques et du niveau de pollution trop élevé – pour le remplacer par le transport ferroviaire, ou le ferroutage : seule la logique absurde de la « compétitivité » capitaliste explique le développement du transport par camion. Il n'en reste pas moins que l'automobile n'a pas que sa valeur d'usage, et que sa valeur symbolique est énorme, et ce depuis sa création¹⁷.

La publicité a envahi nos rues, nos boîtes aux lettres, nos écrans de télévision, nos journaux et nos paysages d'une manière insidieuse, permanente et agressive. L'industrie publicitaire contribue directement aux habitudes de consommation ostensible et compulsive. D'elle et de son existence il devra être décidé dans le cadre de la planification démocratique. Elle est la cause d'un gaspillage phénoménal de pétrole, d'électricité, de temps de travail, de papier et de substances chimiques, parmi d'autres matières premières – le tout payé par les consommateurs. Il s'agit d'une branche de « production » qui n'est pas seulement inutile du point de vue humain, mais qui est aussi en contradiction avec les besoins sociaux réels. Alors que la publicité est une dimension indispensable dans une économie de marché capitaliste, elle n'aurait pas sa place dans une société en transition vers le socialisme.

C'est une chose de reconnaître en l'homme ses désirs de représentation, son besoin d'ostentation, c'est une autre de favoriser la publicité, qui relève de la manipulation mentale. L'aspiration qui doit être cultivée est celle du temps libre sur le désir de posséder d'innombrables objets. Le fétichisme de la marchandise qu'entretient et exploite la publicité incite à l'achat compulsif. Rien ne prouve que ce mode d'être par l'« avoir » fasse partie de « l'éternelle nature humaine ». Comme Ernest Mandel l'a souligné, « l'accumulation permanente de biens de plus en plus nombreux (dont l'« utilité marginale » est en baisse) n'est nullement un trait universel ni permanent du comportement humain. Une fois les besoins de base satisfaits, les motivations principales évoluent : développement des talents et des

penchants gratifiants pour soi-même, préservation de la santé et de la vie, protection des enfants, développement de relations sociales enrichissantes...[18](#) »

Les conflits existeront et se feront jour : entre les besoins de protection environnementale et les besoins sociaux, entre les obligations en matière d'écologie et la nécessité de développer les infrastructures de base, entre les habitudes populaires de consommation et le manque de ressources. Ce sera le rôle de la planification démocratique, dans une perspective écosocialiste libérée des contraintes du capital et du profit, de les résoudre grâce à des discussions ouvertes et pluralistes conduisant la société elle-même à prendre les décisions. Une telle démocratie, commune et participative, est le seul moyen non pas d'éviter de faire des erreurs, mais de les corriger par la collectivité sociale elle-même.

S'agit-il d'une utopie ? Au sens étymologique – « quelque chose qui n'existe nulle part » –, certainement. Pourtant, les utopies, c'est-à-dire les visions d'un monde alternatif, les images idéales d'une société différente ne sont-elles pas une caractéristique nécessaire à tout mouvement visant à défier l'ordre établi ? Comme l'explique Daniel Singer dans son testament littéraire et politique, *À qui appartient l'avenir ?*, dans un puissant chapitre intitulé « Une utopie réaliste » : « Si l'establishment semble si solide en dépit des circonstances, et si le mouvement des travailleurs – ou la gauche en général – est à ce point handicapé et paralysé, c'est que nulle part ne se présente de projet alternatif radical [...]. La règle du jeu consiste à ne mettre en question ni les principes de raisonnement ni les fondements de la société. Seule une alternative globale, brisant cette résignation et cette capitulation, pourra donner au mouvement d'émancipation une réelle envergure[19](#). »

L'utopie socialiste et écologique n'est qu'une *possibilité objective*. Elle n'est pas le résultat mécanique des contradictions du capitalisme ni des « lois de fer de l'Histoire ». On ne peut prédire le futur que sous forme conditionnelle : la logique capitaliste mènera à des désastres écologiques dramatiques menaçant la santé et la vie de millions d'êtres humains, voire la survie de notre espèce, si l'on n'assiste pas à un changement radical du paradigme civilisationnel et à une transformation écosocialiste.

Les expériences au niveau local telles que les zones sans voitures dans plusieurs villes européennes, les coopératives d'agriculture organique lancées par le Mouvement des sans-terre au Brésil (MST), ou le budget participatif de Porto Alegre sont des exemples limités, mais pas inintéressants du changement social et écologique. Avec ses assemblées locales qui décidaient des priorités du budget, Porto Alegre, était capitale de l'État de Rio Grande de Sul peut-être, malgré ses limites et jusqu'à l'échec de la gauche aux élections municipales en 2002, l'exemple le plus intéressant d'une « planification par en bas[20](#) ».

Il n'y aura pas de transformation radicale ni de transition vers l'écosocialisme tant que les forces engagées dans un programme radical, socialiste et écologique, ne seront pas hégémoniques, au sens où l'entendait le théoricien italien Antonio Gramsci. Dans un sens, le temps est notre allié, car nous travaillons pour le seul changement capable de résoudre les problèmes de l'environnement, dont la situation ne fait que s'aggraver. D'un autre côté, le temps nous est compté ; dans quelques années – personne ne saurait dire combien –, les dégâts pourraient être irréversibles. Il n'y a pas de raison d'être optimiste : le pouvoir des élites actuelles à la tête du système est immense, et les forces d'opposition radicale sont encore modestes. Pourtant, elles sont le seul espoir que nous avons pour mettre un frein au « progrès

destructif » du capitalisme. Walter Benjamin proposait de définir la révolution non comme « locomotive de l'Histoire », mais comme l'action salvatrice de l'humanité qui tire sur le frein d'urgence avant que le train ne sombre dans l'abysse²¹...

1- Richard Smith, « The engine of ecocollapse », *Capitalism, Nature and Socialism*, vol. 16, n° 4, 2005, p. 35.

2- Karl Marx, *Das Kapital*, volume I, Berlin, Dietz Verlag, 1960, pp. 529-30. Pour une analyse remarquable de la logique destructrice du capital, voir Joel Kovel, *The Enemy of Nature. op. cit.*, 2002.

3- Voir John B. Foster, *Marx's Ecology. Materialism and Nature*, New York, Monthly Review Press, 2000.

4- Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, Paris, Éditions sociales, 1950, p. 318.

5- Karl Marx, *Das Kapital*, volume III, *op. cit.*, 1968, p. 828 et volume I, *op. cit.*, 1960, p. 92. On retrouve une problématique semblable dans le marxisme contemporain. L'économiste Ernest Mandel, par exemple, défendait une « planification centraliste mais démocratique sous l'autorité d'un congrès national constitué par plusieurs conseils de travailleurs dont les membres seraient en grande partie des travailleurs réels » (Ernest Mandel « Economics of transition period », in Ernest Mandel (dir.), *50 Years of World Revolution*, New York, Pathfinder Press, 1971, p. 286). Dans des écrits plus récents, il fait plutôt référence aux « producteurs et consommateurs ». Ernest Mandel, théoricien socialiste de la planification démocratique éclairé n'avait pas inclus dans sa réflexion économique le sujet de l'écologie.

6- Ernest Mandel définissait la planification de la façon suivante : « Une économie planifiée signifie [...], pour les ressources relativement rares de la société, qu'elles ne soient pas réparties aveuglément ("à l'insu du producteur-consommateur") par l'action de la loi de la valeur, mais qu'elles soient consciemment attribuées selon des priorités établies au préalable. Dans une économie de transition où la démocratie socialiste règne, l'ensemble des travailleurs détermine démocratiquement le choix de ces priorités » (Ernest Mandel, *op. cit.*, p. 282).

7- « Du point de vue de la masse salariale, les sacrifices imposés par la bureaucratie arbitraire ne sont ni plus ni moins "acceptables" que ceux qui sont imposés par les mécanismes du marché. Les deux types de sacrifices ne sont que deux formes différentes d'aliénation » (Ernest Mandel, *ibid.*, p. 285).

8- Dans son remarquable livre sur le socialisme, l'économiste marxiste argentin Claudio Katz souligne que la planification démocratique, supervisée depuis les niveaux locaux par la majorité de la population, « diffère selon qu'il s'agit d'une centralisation absolue, d'une étatisation absolue, d'un communisme de guerre ou d'une économie planifiée. La primauté de la planification sur le marché est nécessaire pour la transition, mais il ne faudrait pas supprimer les variables du marché. L'association des deux instances devrait être adaptée à chaque situation et à chaque pays ». Toutefois, « le but du processus socialiste n'est pas de maintenir un équilibre figé entre le plan et le marché, mais de promouvoir une suppression progressive de la place du marché » (Claudio Katz, *El Porvenir del Socialismo*, Buenos Aires, Herramienta/Imago Mundi, 2004, pp. 47-48).

9- Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, *op. cit.*, p. 349.

10- Joel Kovel, *The Enemy of Nature*, *op. cit.*, p. 215.

11- Ernest Mandel, *Power and Money*, Londres, Verso, 1991, p. 209.

12- Ernest Mandel, « In defense of socialist planning », *New Left Review*, n° 1, vol. 159, 1986, p. 31.

13- Certains écologistes estiment que la seule alternative au productivisme est d'arrêter la croissance dans son ensemble. Pour ce faire, il faut réduire drastiquement le niveau de consommation de la population et renoncer aux maisons individuelles, au chauffage central et aux machines à laver, entre autres, pour baisser la consommation d'énergie de moitié. Pour imposer des mesures d'austérité draconiennes forcément impopulaires, quelques avocats de la décroissance jouent avec l'idée d'une sorte de « dictature écologique ».

Voir l'ouvrage sur la « décroissance », Majiel Rahnema (avec Victoria Bawtree) (dir.), *The Post-Development Reader*, Atlantic Highlands, Zed Books, 1997. Et Michel Bernard *et ali* (dir.), *Objectif Décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon, 2004. Le principal théoricien français de la décroissance est Serge Latouche, auteur de *La Planète des naufragés. Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte, 1991 ; *Le Pari de la décroissance*, Fayard, 2006 et du *Petit Traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2007.

14- Ernest Mandel, *Power and Money*, *op. cit.*, p. 204.

15- Michel Albert, *Après le capitalisme. Éléments d'économie participative*, Marseille, Agone, coll. « Contre-feux », 2003, pp. 121-122.

16- Là l'on voit que le capitalisme, depuis la fin des années 1960, a lui aussi placé de la « planification » qui est de la dilapidation des ressources) pour augmenter constamment et à un rythme artificiel la production.

17- Ernest Mandel était conscient de cette résistance et se montrait sceptique sur la rapidité des changements dans les

habitudes de consommation, en particulier avec la voiture individuelle par exemple : « Si, malgré les arguments de poids tels que la défense de l'environnement parmi tant d'autres, [les producteurs et les consommateurs] voulaient perpétuer la domination de la voiture individuelle à carburant et continuer à polluer leurs villes, ce serait leur droit. Quant aux orientations de consommation enracinées, les changements sont souvent assez lents. Peu sont ceux qui pensent que les travailleurs américains renonceraient à leurs autos le lendemain d'une révolution socialiste » (Ernest Mandel, « In defense of socialist planning », *op. cit.*, p. 30). Certes, Mandel a raison d'insister sur l'idée que le changement des modèles de consommation ne doit pas être imposé, mais il sous-estime beaucoup l'impact qu'aurait un système de transport public généralisé et gratuit (ou peu cher).

18- Ernest Mandel, *Power and Money*, *op. cit.*, p. 206.

19- Daniel Singer, *À qui appartient l'avenir ? Pour une utopie réaliste*, Bruxelles, Complexe, 2004, pp. 304-305.

20- Voir Sergio Baierle, *The Porto Alegre Thermidor*, in *Socialist Register 2003 : Fighting Identities*, vol 39. (<http://www.thesocialistregister.com>).

21- Walter Benjamin, *Gesammelte Schriften*, volume I/3, Francfort, Suhrkamp, 1980, p. 1232.